

écartés, tandis que d'autres sont traités de façon accessoire: l'attaque sur Dieppe est abordée dans le seul contexte des négociations sur les prisonniers de guerre, la chute de Hong Kong figure comme source de difficultés dans les relations anglo-canadiennes (remise de documents britanniques à la Commission royale d'enquête) et la campagne de Sicile, comme cause de frictions entre le Canada et ses alliés par suite de différends au sujet des arrangements pour l'annonce des exploits alliés. Le lecteur désirant un compte rendu détaillé de la participation des forces canadiennes à la guerre pourra consulter les histoires officielles de l'armée et de la marine et celle de l'aviation lorsque disponible.<sup>1</sup> Aussi, un certain nombre de questions de grande importance pour les Canadiens ont eu peu de conséquences sur les relations extérieures. Par exemple, l'épisode de la conscription n'est abordé ici que sur le plan des visées des pays alliés souhaitant étendre au Canada l'application de leurs lois. D'autre part, en dépit de ses répercussions ultérieures (partie 10 du chapitre II), le sort réservé aux Canadiens d'origine japonaise demeurait encore en 1942-1943 un problème essentiellement interne. Aussi, bien que le ministère des Affaires extérieures s'y soit intéressé de près en 1942-1943, les questions touchant les prisonniers de guerre ne sont pas traitées de façon détaillée pour trois raisons: elles relèvent à bien des égards du domaine militaire, les négociations, menées par des tiers, furent laborieuses sans toujours donner de bons résultats et le travail, malgré son importance, était surtout d'ordre administratif. Les négociations qui ont entouré la mise aux fers des prisonniers après l'attaque sur Dieppe semblent les plus intéressantes et les plus importantes et on espère que les documents sur celles-ci sauront donner une juste idée du genre de difficultés qui se sont présentées lors des autres négociations tant avec les alliés qu'avec l'ennemi. Un autre sujet que l'on passe sous silence est la guerre politique, bien qu'elle ait beaucoup préoccupé les responsables du ministère des Affaires extérieures à l'époque. C'est qu'une fois de plus, la question empiète sur le domaine militaire et la documentation, tout en montrant l'attitude du Canada à l'égard des territoires occupés par l'ennemi vers lesquels la propagande était dirigée, semble effleurer les principales questions politiques. Enfin, même si les chapitres II, III et IV traitent amplement de ce que s'attendait le Canada en retour pour sa contribution matérielle à l'effort de guerre, on trouve peu de passages sur des ententes particulières sur la coopération pour la production de guerre. Cependant, les documents sur l'énergie atomique, probablement la plus importante et la plus exigeante des ententes de ce genre, serviront peut-être d'exemple.

Les lecteurs désireux de continuer leurs recherches trouveront dans le coin supérieur droit de chaque document un symbole indiquant la provenance. Le système adopté est le même que dans le volume 12 (p. xxxvi), et la liste intitulée "Provenance des documents" donne l'explication des symboles. Une mention dans les en-têtes accompagne les extraits. Un dague (†) à la fin d'une référence à un autre document indique que le document en question n'est pas reproduit

---

<sup>1</sup> C. P. Stacey, *Six années de guerre: L'armée au Canada, en Grande-Bretagne et dans le Pacifique*. (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1957); G. W. L. Nicholson, *Les Canadiens en Italie, 1943-1945*. (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1960); Joseph Schull, *Lointains navires: Compte rendu officiel des opérations navales canadiennes lors de la Deuxième Guerre mondiale*. (Ottawa: Imprimeur de la Reine, 1953); Gilbert Tucker, *The Naval Service of Canada*. Vol. II, (Ottawa: Imprimeur du Roi, 1952).